



CADRES EN ACTION

Montreuil, le 28 janvier 2020

PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES

NOUS, CADRES ET MANAGERS, REFUSONS D'ÊTRE LE RELAI DU GOUVERNEMENT

Depuis début janvier, la DRH de la SNCF demande aux encadrants de faire la promotion du futur régime et de supposées contreparties.

Ce n'est pas notre rôle dans l'entreprise.

COMMUNIQUER SUR LA RÉFORME DES RETRAITES, EST-CE NOTRE RÔLE ?

Il est normal qu'un manager organise le travail dans son périmètre et qu'il puisse épauler son équipe dans les difficultés qu'elle rencontre.

De même, notre rôle de manager nous amène, au quotidien, à exercer des missions de commandement du personnel. Nous l'acceptons volontiers, cela est notre rôle dans l'entreprise.

Tout en nous niant notre rôle contributif à l'élaboration de sa stratégie, les COMEX de la SNCF nous demandent régulièrement de l'expliquer à nos équipes.

Systématiquement, les « décideurs » nous refusent notre droit d'expression. Silence dans les rangs, et gare à qui oserait parler.

Maintenant, les mêmes nous demandent de défendre un projet de loi portant sur un volet essentiel de la politique social de notre pays. **Or, cette loi n'est pas encore adoptée et promulguée, loin de là.** La retraite, son hypothétique fonctionnement et financement sont des sujets avant tout politiques.

Même le Conseil d'Etat relève des lacunes au projet de loi sur la trajectoire financière. Dans l'attente des ordonnances, il est impossible de réaliser une étude d'impact sur les bénéficiaires.

Aujourd'hui, même les spécialistes de la CPR sont en peine de communiquer avec certitude. **Nous pouvons seulement affirmer qu'elle représente un véritable recul pour tous, quel que soit le statut, le grade ou l'entreprise.**

Assurer la défense d'un projet de loi du Gouvernement qui impacte la société tout entière revient à nous faire endosser une mission de communication politique. Nous devons être francs avec nos agents.

Nous, cadres et managers UFCM-CGT, refusons d'endosser ce rôle qui n'est pas le nôtre dans l'entreprise.

Nous appelons nos collègues à refuser d'assurer le service après-vente d'un projet de loi du Gouvernement.

